

PRODUCTION GAZIÈRE ET DYNAMIQUE DES RECETTES PUBLIQUES : PREMIERS ENSEIGNEMENTS DU PROJET GRAND TORTUE AHMEYIM EN MAURITANIE

GAS PRODUCTION AND PUBLIC REVENUE DYNAMICS: EARLY LESSONS FROM THE GRAND TORTUE AHMEYIM PROJECT IN MAURITANIA

Mohamed Taleb Sidi

Docteur en Sciences Économiques – Chercheur

Faculté d'Économie et de Gestion

Université de Nouakchott, Mauritanie

Unité de Recherche en Macroéconomie, Croissance et Développement (URMCD)

Date de soumission : 22/08/2026

Date d'acceptation : 30/09/2026

Pour citer cet article :

Taleb Sidi. M. (2026) « PRODUCTION GAZIÈRE ET DYNAMIQUE DES RECETTES PUBLIQUES : PREMIERS ENSEIGNEMENTS DU PROJET GRAND TORTUE AHMEYIM EN MAURITANIE », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 10 » pp : 72- 91.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Quand un pays entre en production sur une nouvelle ressource, l'argent suit-il aussitôt ? Cet article étudie cette question dans un cas rare au calendrier de production connu avec précision : le projet gazier offshore Grand Tortue Ahmeyim (GTA), en Mauritanie. En combinant données trimestrielles du Trésor et de production, nous construisons un panel budgétaire de 2024T1 à 2026T2. Résultat central : au premier trimestre 2026, alors que la production nette du GTA atteint son plus haut niveau de la période (17 000 barils équivalent pétrole par jour), les recettes hydrocarbures non fiscales reculent, passant de 0,93 à 0,59 milliard de MRU. La moyenne de ces recettes dépasse de 258 à 291 % leur niveau antérieur, mais ce chiffre décrit un changement de régime budgétaire, non un effet causal : sur dix trimestres, aucun changement de niveau ou de tendance testé par deux modèles de séries temporelles interrompues ne s'avère significatif. Ces résultats suggèrent qu'un boom gazier peut survenir physiquement bien avant que son reflet budgétaire ne se stabilise, configuration compatible avec l'intervention de mécanismes institutionnels et comptables plutôt qu'avec un défaut de la ressource.

Mots clés : gaz naturel ; recettes de ressources ; décalage production-reconnaissance budgétaire ; gouvernance des ressources ; Mauritanie.

Abstract

When a country begins producing a new natural resource, does government revenue follow immediately? This article examines this question in a rare case with a precisely known production timeline: the Grand Tortue Ahmeyim (GTA) offshore gas project in Mauritania. Combining quarterly Treasury and production data, we build a fiscal panel, 2024Q1-2026Q2. The central finding: in 2026Q1, as GTA's net production reaches its highest level (17,000 barrels of oil equivalent per day), non-tax hydrocarbon revenues decline, falling from 0.93 to 0.59 billion MRU. Average revenues after production start exceed pre-GTA levels by 258 to 291 percent, but this describes a fiscal-regime shift rather than a causal effect: with only ten quarterly observations, none of the level or trend changes tested by two interrupted time-series (ITS) models reach statistical significance. These results suggest that a gas boom can arrive physically well before its fiscal reflection stabilizes, a pattern compatible with the intervention of institutional and accounting mechanisms rather than with a flaw in the resource itself.

Keywords: natural gas; resource revenues; production-recognition lag; resource governance; Mauritania.

Introduction

Une question simple se pose dès qu'un pays commence à extraire une ressource nouvelle : la hausse de production se voit-elle tout de suite dans les comptes de l'État ? On suppose souvent que oui, avec un léger retard technique. Mais cette hypothèse est rarement testée faute de données suffisamment rapprochées dans le temps. L'entrée de la Mauritanie dans la production de gaz naturel, à travers le projet offshore GTA — mené conjointement avec le Sénégal —, offre justement ce terrain rare : premier gaz fin décembre 2024, première exportation de GNL en avril 2025, montée en puissance jusqu'à la pleine capacité de l'unité flottante (2,7 millions de tonnes par an) en décembre 2025. Chaque étape est datée avec précision, et le Trésor mauritanien publie des données budgétaires mensuelles.

Or la réponse que révèlent les données n'est pas celle qu'on attendrait. Au premier trimestre 2026, la production nette du GTA culmine à 17 000 barils équivalent pétrole par jour (boepd) — un record sur toute la période observée. Au même trimestre, les recettes hydrocarbures non fiscales, la série budgétaire la plus étroitement liée à la montée en puissance du projet, reculent par rapport au trimestre précédent : de 0,93 à 0,59 milliard de MRU. Ce décalage entre un pic de production et un recul simultané des recettes enregistrées constitue le point de départ empirique de l'article, et son énigme centrale. L'arrivée physique d'un choc de ressources et sa reconnaissance dans les comptes publics ne sont manifestement pas le même événement — elles peuvent même diverger, à court terme, dans leur direction.

L'essentiel de ce qu'on sait des finances publiques mauritaniennes provient de données annuelles, publiées dans les rapports du Fonds Monétaire International (2025, 2026a, 2026b). Elles conviennent bien à l'analyse de la soutenabilité de la dette ou de la position extérieure, mais elles sont trop agrégées pour montrer ce qui se joue dans les trimestres qui entourent le démarrage d'un projet. En construisant un panel trimestriel, on rend visible ce que le niveau annuel efface : une production qui grimpe vite et sans à-coups, face à des recettes qui, elles, avancent de façon irrégulière — au point de reculer alors même que la production atteint un sommet.

Les données proviennent de deux familles de sources : les publications opérationnelles trimestrielles du GTA de Kosmos Energy Ltd. (2025a, 2025b, 2025c, 2026a, 2026b, 2026c), d'une part, et les données du Trésor mauritanien issues du TOFE et du ROFE (Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, 2024, 2025, 2026), de l'autre. Leur combinaison permet de bâtir le panel 2024T1–2026T2. Ce travail de construction met aussi au jour les limites des sources elles-mêmes : certains agrégats demandent une réconciliation entre

rapports, et une reclassification comptable intervenue en 2026 pèse sur la comparabilité de certaines catégories de recettes des hydrocarbures. L'analyse se concentre donc sur les recettes hydrocarbures non fiscales, la série la plus cohérente sur toute la période — étant entendu, et il faut le dire d'emblée, que cette variable n'isole pas les recettes propres au GTA : la DGTCP ne ventile pas les recettes par projet, et cette série était déjà positive avant même l'entrée en production.

L'exercice reste délibérément exploratoire. Deux ruptures possibles sont testées par un modèle de séries temporelles interrompues (ITS) : l'une au premier gaz (2025T1), l'autre à la première exportation (2025T2). Sur le plan descriptif, le changement est net : les recettes moyennes après l'entrée dépassent de 258 à 291 % leur moyenne antérieure. Mais avec dix trimestres seulement et quatre coefficients à estimer, aucun changement de niveau ni de tendance ne franchit le seuil de significativité conventionnel. Cette absence de signal statistique net n'est pas escamotée dans ce qui suit : elle est présentée pour ce qu'elle est, à savoir que l'échantillon actuel ne permet ni de confirmer ni d'infirmer l'existence d'un décalage entre production et reconnaissance budgétaire — question que seule la répétition de l'exercice sur un échantillon plus long pourra trancher.

Pour donner un sens à ce décalage, l'article s'appuie sur le modèle des trois filtres, non pas comme un dispositif à ré-estimer, mais comme une grille de lecture : elle aide à nommer les canaux — institutionnel, bancaire-réel, budgétaire — par lesquels un choc de ressources doit passer avant de se traduire en effet macroéconomique observable. Aucun de ces filtres n'est mesuré directement ici ; le modèle sert seulement à situer la contribution du cas mauritanien dans un cadre plus large. La contribution de cet article n'est donc pas d'estimer l'effet du GTA sur les recettes de l'État, mais de montrer, à partir d'un cas où le calendrier de production est connu avec une précision inhabituelle, que production et reconnaissance budgétaire peuvent ne pas suivre le même calendrier.

1. Cadre théorique et revue de littérature

1.1. La malédiction des ressources et les canaux de transmission

La littérature sur la malédiction des ressources part d'un paradoxe : les pays riches en pétrole, en gaz ou en minéraux ne transforment pas automatiquement cette richesse en développement. Sachs & Warner (2001) ont montré que l'abondance de ressources va de pair avec une croissance plus faible ; Auty (1993), avant eux, avait forgé l'expression même de « malédiction des ressources ». On sait depuis que la relation dépend des institutions : Mehlum, Moene & Torvik (2006) ont montré qu'elles déterminent si les rentes nourrissent l'activité productive ou

la recherche de rente, tandis que van der Ploeg (2011) insiste sur la qualité institutionnelle, les choix budgétaires et la capacité d'un pays à absorber un boom. D'autres travaux ont exploré le syndrome hollandais et la réallocation sectorielle (Corden & Neary, 1982), la volatilité des prix des matières premières (Frankel, 2012; Collier & Goderis, 2012), ou encore les institutions budgétaires, les règles de recettes et la redevabilité (Baunsgaard et al., 2012 ; Bova, Medas & Poghosyan, 2018).

Cette littérature s'intéresse presque toujours à ce qui se passe une fois la rente entrée dans les comptes publics : ses effets sur le taux de change, les dépenses, l'économie non extractive. Le présent article se place un cran plus tôt — à l'étape, rarement documentée faute de données assez fines, où la production physique se transforme en recette enregistrée. C'est ce passage-là, et non ses suites macroéconomiques, qui fait l'objet de l'étude.

1.2. Gestion des recettes de ressources, volatilité et données infra-annuelles

Van der Ploeg & Poelhekke (2009) placent la volatilité au cœur des coûts macroéconomiques des ressources ; Cust & Poelhekke (2015), de leur côté, montrent l'intérêt des données désagrégées à l'intérieur d'un même pays pour repérer des mécanismes que les comparaisons internationales laissent souvent dans l'ombre. Le même raisonnement vaut ici pour le temps : seules des données trimestrielles — et non annuelles — permettent de voir qu'un pic de production peut coïncider avec un recul des recettes enregistrées. Bauer, Toledano & Rietveld (2014) montrent que l'efficacité d'un fonds de ressources tient aux règles de dépôt, de retrait, de contrôle, et à son articulation avec le budget — l'un des mécanismes institutionnels qui pourrait expliquer un tel décalage. En Mauritanie, le FNRH fait partie de ce cheminement institutionnel par lequel les recettes des hydrocarbures rejoignent les comptes publics ; son calendrier de transfert, distinct de celui de la production, est une explication plausible du décalage observé, même si les données actuelles ne permettent pas de l'isoler. Venables (2016), ainsi que Badeeb, Lean & Clark (2017), rappellent que les résultats de la richesse naturelle dépendent en définitive des institutions et des politiques qui relient l'extraction au reste de l'économie.

La période qui suit l'arrivée du GTA est trop courte pour trancher la question de la malédiction des ressources à long terme, et trop courte aussi pour bâtir un modèle causal complet de l'ajustement économique. La question posée ici est plus modeste, et c'est justement ce qui la rend testable avec les données disponibles : production et recette enregistrée avancent-elles au même rythme, ou le calendrier budgétaire suit-il une logique propre ?

1.3. Le modèle des trois filtres comme grille de lecture

On peut résumer l'idée par une relation simple : l'effet macroéconomique global d'un choc de ressources dépend des institutions (F_i), du canal banques-économie réelle (F_b) et du canal budgétaire (F_f), soit $E = F_i^a \times F_b^b \times F_f^f$. Cette manière de découper le problème sert ici de cadre organisateur, construit pour les besoins de cet article plutôt qu'emprunté tel quel à un modèle préexistant. Autant le dire tout de suite : l'article ne teste empiriquement aucun de ces trois filtres séparément, et ne mesure directement ni la qualité institutionnelle, ni le canal bancaire, ni un paramètre budgétaire structurel. Le cadre sert uniquement à nommer — sans les quantifier séparément — les canaux par lesquels le filtre institutionnel et le filtre budgétaire pourraient conjointement expliquer pourquoi un choc de production ne se traduit pas mécaniquement en choc de recette au même trimestre. Il s'agit donc d'un cadre conceptuel proposé pour les besoins de cet article, et non d'un modèle théorique validé de manière indépendante dans la littérature ; c'est à ce titre, et à ce titre seulement, qu'il est mobilisé ici.

Sur les six trimestres suivant l'entrée en production, une corrélation entre production du GTA et recettes non fiscales peut être calculée à titre purement descriptif et complémentaire, sans qu'aucune inférence structurelle n'en soit tirée : elle atteint $r = 0,75$, mais ce chiffre repose sur six points seulement et ne doit pas recevoir plus de poids qu'une observation d'appoint. La relation n'est d'ailleurs pas monotone : les deux variables n'atteignent pas leur pic au même trimestre, et à 2026T1 elles évoluent carrément en sens contraire. On ne l'interprète pas comme la preuve d'un mécanisme institutionnel précis, tout au plus comme un élément descriptif secondaire qui va dans le sens de la divergence ponctuelle observée. Le modèle des trois filtres donne un vocabulaire pour en discuter ; il n'en constitue pas la démonstration.

1.4. Positionnement et contribution de l'étude

La contribution de cet article n'est donc pas de chiffrer un effet du GTA sur les recettes publiques — l'échantillon disponible ne le permet pas —, mais de mettre en évidence, à partir d'un cas où le calendrier de production est connu avec précision, des indices descriptifs compatibles avec un décalage entre l'arrivée physique d'un choc de ressources et sa reconnaissance dans les comptes publics. Trois éléments soutiennent ce constat : la construction d'une série budgétaire trimestrielle à partir du TOFE/ROFE, mise en regard des données de production du GTA, avec un compte-rendu transparent des écarts de réconciliation et des changements de classification comptable ; le recours à un ITS exploratoire adapté à un échantillon court, dont la non-significativité des coefficients est traitée comme une information à part entière plutôt que comme un défaut à masquer ; et l'usage du modèle des trois filtres

comme cadre interprétatif explicite, clairement distingué de toute prétention à en identifier empiriquement les composantes. Par rapport aux travaux existants sur les revenus extractifs et la gouvernance des ressources, qui raisonnent le plus souvent à partir de données annuelles agrégées, l'apport spécifique de cette approche trimestrielle est de rendre visible, à une fréquence infra-annuelle, un décalage que l'analyse annuelle tend structurellement à masquer.

2. Données et méthodologie

2.1. Sources de données

Trois familles de sources composent le panel. Les données opérationnelles du GTA viennent de Kosmos Energy Ltd. (2025a, 2025b, 2025c, 2026a, 2026b, 2026c) : production nette en boepd et cargaisons totales de GNL, pour la période 2025T1–2026T2. Le contexte macro-budgétaire annuel provient des rapports du Fonds Monétaire International (2025, 2026a, 2026b) — croissance réelle, compte courant, réserves, dette, solde primaire non extractif, recettes extractives et non extractives. Les données budgétaires elles-mêmes proviennent de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (2024, 2025, 2026), via les rapports ROFE de 2024, 2025 et du premier semestre 2026, ainsi que les annexes mensuelles du TOFE, agrégées en trimestres (Tableau N°1).

Tableau N°1 : Sources de données

Source	Série	Fréquence	Couverture utilisée
Kosmos Energy Ltd., publications trimestrielles investisseurs	Production nette du GTA (boepd), cargaisons brutes de GNL	Trimestrielle	2025T1-2026T2
Rapports pays du FMI 25/170, 26/27, 26/158	PIB réel et croissance sectorielle, compte courant, réserves, dette publique, solde primaire non extractif, recettes extractives/non extractives (base SFP)	Annuelle	2020-2026
DGTCF, République Islamique de Mauritanie — Rapports ROFE/TOFE	Recettes totales, recettes fiscales et non fiscales des hydrocarbures, dépenses courantes et en capital, solde global et primaire hors pétrole	Mensuelle (agrégée en trimestres)	2024T1-2026T2

Source	Série	Fréquence	Couverture utilisée
Prix des matières premières du FMI (via FRED, séries POILBREUSDQ/POILBREUSDM)	Prix du pétrole brut Brent	Trimestrielle (2025) ; mensuelle moyennée en trimestres (2026)	2020–2026T2, confirmée par rapport à la source primaire (consultée le 12 août 2026)

Source : Kosmos Energy Ltd. (2025a, 2025b, 2025c, 2026a, 2026b, 2026c) ; Fonds Monétaire International (2025, 2026a, 2026b, 2026c) ; Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (2024, 2025, 2026).

Note méthodologique sur le Brent 2026 : les moyennes trimestrielles de 2025 (75,0 ; 67,0 ; 68,1 ; 63,2 US\$/bbl) proviennent de la série trimestrielle officielle POILBREUSDQ. Pour 2026T1 et 2026T2, non encore intégralement disponible à la date de rédaction, les moyennes ont été calculées par l'auteur à partir de la série mensuelle POILBREUSDM et recoupées avec la série officielle publiée entre-temps.

Avant de finaliser cette version, la série de production du GTA, celle du Brent et la variable des recettes hydrocarbures non fiscales ont toutes été revérifiées auprès des sources primaires. Les statistiques descriptives, la corrélation de Pearson et les deux spécifications ITS ont été recalculées à partir de la base ainsi reconstruite ; les résultats présentés ici en tiennent compte, y compris les sensibilités d'arrondi documentées pour 2025T3–T4. Cela ne signifie pas que toutes les séries budgétaires se recoupent parfaitement — certains postes de dépenses et de solde gardent des écarts de réconciliation de l'ordre de 8 à 10 %. Le panel complet et les notes de recalcul figurent en matériel complémentaire.

2.2. Construction des variables

Le panel réunit des variables d'exploitation du GTA et des variables budgétaires. GTA_Dummy vaut 1 à partir de 2025T1, après le premier gaz ; Post_GTA vaut 1 à partir de 2025T2, au moment de la première exportation. Les flux budgétaires, construits à partir du TOFE, couvrent les recettes totales, les recettes des hydrocarbures et leurs composantes, les dépenses et le solde. Chaque observation trimestrielle correspond à la somme des trois mois, comparée ensuite aux totaux annuels ou semestriels publiés. La réconciliation s'est révélée globalement bonne pour les composantes des recettes des hydrocarbures — 2 % d'écart ou moins pour les séries principales —, un peu plus lâche pour certains postes de 2025.

Recettes hydrocarbures non fiscales_t = Recettes totales des hydrocarbures_t – Recettes fiscales des hydrocarbures_t

Une limite mérite d'être posée d'emblée, car elle conditionne la lecture de tout ce qui suit : cette variable ne mesure pas spécifiquement les recettes générées par le GTA, la DGTCP ne ventilant pas les recettes par projet. Elle était déjà positive en 2024, avant toute production du GTA, et l'est restée en 2025T1–T2 à des niveaux proches de ceux d'avant l'entrée en production. On l'utilise donc comme un indicateur sectoriel du régime budgétaire hydrocarbures autour de la montée en puissance du GTA — le contexte dans lequel s'inscrit le décalage étudié —, non comme une mesure directe de ce que le projet rapporte à l'État. En 2026, la taxe sur les produits pétroliers a par ailleurs été reclassée sous la « contribution climatique », sortie de l'ensemble des recettes des hydrocarbures ; cela affecte la composante fiscale et le total, mais pas la composante non fiscale utilisée dans l'ITS.

2.3. Stratégie d'identification

Aucune date ne s'impose d'elle-même pour dater l'accès budgétaire au GTA. Le premier gaz, fin décembre 2024, fait de 2025T1 le premier trimestre complet de production ; la première exportation, en avril 2025, fait de 2025T2 une date alternative tout aussi défendable. La reconnaissance budgétaire peut suivre la production, l'exportation, le règlement contractuel ou le transfert institutionnel — chacune de ces étapes avec son propre délai. Le modèle est donc estimé aux deux dates, moins pour départager laquelle est « la bonne » que pour vérifier si le choix de la rupture change la conclusion : dans les deux cas, l'essentiel du changement se loge dans la pente plutôt que dans un saut immédiat de niveau — un constat purement descriptif, dont la portée reste limitée par la non-significativité de l'ensemble des coefficients, comme le montrera la section 3.3. La phase de maturité du GTA coïncide en outre avec un choc majeur du Brent en 2026, ce qui interdit de traiter le GTA comme le seul événement des deux derniers trimestres.

Avec dix trimestres seulement, et six observations au maximum après la rupture, un ITS parcimonieux est préférable à un ARDL ou à un modèle multivarié, qui épuiserait vite les degrés de liberté disponibles. L'ITS sert ici à décrire, de façon exploratoire, comment la série évolue autour de l'entrée en production — à caractériser la forme du décalage, pas à en isoler un effet causal.

2.4. Spécification de l'ITS

$$Y_t = a + b_1 \cdot \text{Temps}_t + b_2 \cdot \text{Post}_t + b_3 \cdot (\text{Temps}_t \times \text{Post}_t) + \varepsilon_t$$

Temps est recentré de sorte que Temps = 0 corresponde au trimestre de la rupture (les valeurs négatives précèdent la rupture, les valeurs positives la suivent), afin que b_2 s'interprète directement comme le changement de niveau à la rupture. b_1 représente la tendance antérieure, b_2 le changement de niveau à la rupture, b_3 le changement de pente qui suit. Le modèle est estimé deux fois par MCO : le modèle A avec rupture à 2025T1, le modèle B avec rupture à 2025T2. Quatre coefficients pour dix observations, cela laisse six degrés de liberté — un chiffre qu'il vaut la peine de garder en tête, car il conditionne directement la lecture des résultats de la section 3 : la puissance statistique qui en résulte limite fortement la capacité de l'ITS à détecter avec précision des changements de niveau ou de pente. Les résultats sont présentés avec estimations, erreurs-types, intervalles de confiance à 95 % et statistiques t et R^2 . On privilégie les intervalles de confiance aux étoiles de significativité, parce qu'ils montrent d'un coup d'œil l'ampleur de l'incertitude propre à un aussi petit échantillon.

2.5. Éléments descriptifs complémentaires

Les résultats de l'ITS se lisent en parallèle avec trois autres éléments : la comparaison des coefficients entre les deux modèles, celle de la moyenne 2024 avec la moyenne postérieure à chaque date de rupture, et la corrélation de Pearson entre production et recettes non fiscales sur les six trimestres 2025T1–2026T2. Aucun de ces éléments ne vaut preuve causale ; chacun éclaire, sous un angle différent, le même constat de fond — production et recette enregistrée n'avancent pas au même pas.

2.6. Chocs externes

Selon les données du Fonds Monétaire International (2026c), le Brent moyen s'est établi autour de 75,0, 67,0, 68,1 et 63,2 dollars le baril sur les quatre trimestres de 2025, avant de grimper à 77,80 puis 97,05 en 2026T1 et T2. On ne l'intègre pas dans l'ITS — cela affaiblirait une spécification déjà contrainte par le nombre d'observations —, mais on s'en sert pour interpréter 2026 et éviter d'attribuer automatiquement au seul GTA les mouvements de fin d'échantillon. Le Fonds Monétaire International (2026b) signale aussi un canal de dépense distinct, via la hausse des coûts du carburant et du gaz, les pressions sur les subventions et l'élargissement du déficit primaire non extractif — autant de facteurs concurrents qui invitent à la prudence sur les deux derniers trimestres.

2.7. Limites des données et inférence statistique

L'échantillon reste très restreint : dix observations, quatre coefficients, six degrés de liberté. L'ITS ne dispose par ailleurs ni d'un groupe de comparaison ni d'une série contrefactuelle permettant d'isoler l'effet propre du GTA des autres évolutions macroéconomiques de la

période. Les intervalles de confiance sont larges, et aucun coefficient de l'ITS n'atteint la significativité au sens classique. Cette absence de significativité reflète avant tout la faible puissance statistique inhérente à un échantillon aussi court ; elle ne doit être interprétée ni comme la confirmation d'un décalage entre production et reconnaissance budgétaire, ni comme sa réfutation. Elle signifie seulement que l'échantillon actuel ne permet pas de conclure statistiquement dans un sens ou dans l'autre, et que toute lecture du décalage étudié ici doit s'appuyer sur les faits descriptifs directement observés à la section 3, plutôt que sur l'inférence statistique de l'ITS.

Les tableaux sources ne se recoupent pas non plus au même degré partout : les composantes des recettes des hydrocarbures sont les mieux réconciliées, tandis que certains postes de dépenses et de solde affichent des écarts de 8 à 10 %. Une sensibilité d'arrondi mineure subsiste pour 2025T3–T4 — la reconstruction pourrait donner 0,49/0,94 milliard plutôt que les 0,50/0,93 retenus —, sans effet qualitatif sur les résultats. Une série trimestrielle complète des réserves et du compte courant faisait également défaut, et les deux derniers trimestres coïncident avec un choc pétrolier majeur ; les règles comptables diffèrent en outre entre le TOFE/ROFE et les indicateurs annuels du FMI, et la reclassification de 2026 rompt la comparabilité des recettes fiscales et totales des hydrocarbures. Compte tenu de tout cela, les résultats de la section 3 sont présentés comme un instantané trimestriel précoce du décalage entre production et reconnaissance budgétaire — utile pour orienter des travaux sur un échantillon plus long, pas comme l'isolement d'un effet causal du GTA.

3. Résultats et discussion

Cette section suit un fil simple : la trajectoire conjointe de la production et des finances publiques d'abord, les deux spécifications de l'ITS ensuite, puis la comparaison des dates de rupture, la relation de court terme entre production et recettes non fiscales, et enfin le choc du Brent et ce qu'il implique pour l'interprétation d'ensemble.

3.1. Évolution de la production du GTA et des recettes budgétaires : la trajectoire qui motive l'étude

La production nette du GTA est passée de 1 300 boepd en 2025T1 à 7 100 en T2, 11 400 en T3, 14 200 en T4, puis 17 000 en 2026T1, avant de redescendre légèrement à 15 700 en T2 : une trajectoire rapide, presque monotone, facile à lire. Les cargaisons de GNL suivent une progression comparable — de zéro à 3,5, puis 6,8, 8,0, 9,5 et 9,0. La trajectoire des recettes hydrocarbures non fiscales, présentée avec l'ensemble du panel au Tableau N°2, se laisse beaucoup moins bien lire.

Tableau N°2 : Panel trimestriel

Trimestre	Période	Production nette GTA (boepd)	Recettes hydrocarbures non fisc. (Mds MRU)	Recettes totales (Mds MRU)	Brent (US\$/bbl)
2024T1	Avant GTA	0	0,23	18,57	— (79,2 annuel)
2024T2	Avant GTA	0	0,07	29,27	— (79,2 annuel)
2024T3	Avant GTA	0	0,21	18,47	— (79,2 annuel)
2024T4	Avant GTA	0	0,09	29,86	74,0
2025T1	Premier gaz	1 300	0,29	19,50	75,0
2025T2	1ère exportation GNL	7 100	0,25	31,49	67,0
2025T3	Montée en puissance	11 400	0,50	25,23	68,1
2025T4	Montée en puissance	14 200	0,93	30,73	63,2
2026T1	Maturité + choc externe	17 000	0,59	26,84	77,8
2026T2	Maturité + choc externe	15 700	0,66	35,47	97,0

Source : Auteur.

En 2025T3–T4, la série atteint 0,50 puis 0,93 milliard de MRU, semblant suivre la montée en puissance de la production. Mais au trimestre où celle-ci culmine — 17 000 boepd en 2026T1 —, les recettes non fiscales chutent à 0,59 milliard, un recul de plus d'un tiers sur un seul trimestre. Ce point isolé résume à lui seul l'argument central de l'article : une production qui monte de façon continue et prévisible peut très bien coexister avec une recette budgétaire qui recule au même trimestre. Si la reconnaissance budgétaire suivait mécaniquement la production, cette configuration serait peu probable ; qu'elle se produise constitue donc une indication directe, quoique ponctuelle, du décalage entre les deux processus.

Tableau N°3 : Statistiques descriptives

Variable	N	Moyenne	Écart-type	Min	Max
Production nette GTA (boepd)	10	6670	7259	0	17000
Recettes hydrocarbures non fiscales (Mds MRU)	10	0,38	0,28	0,07	0,93
Recettes totales, dons inclus (Mds MRU)	10	26,54	5,97	18,47	35,47
Brent (US\$/bbl)	7	74,59	11,12	63,20	97,00
Cargaisons brutes de GNL	6	6,1	3,7	0,0	9,5

Source : Auteur.

3.2. Le changement de régime descriptif : 258–291 %, à ne pas confondre avec un effet du GTA

En 2024, les recettes non fiscales tournaient en moyenne autour de 0,15 milliard de MRU par trimestre, dans une fourchette de 0,07 à 0,23. À partir de 2025T1, la moyenne grimpe à 0,537 milliard — soit environ 258 % de plus. À partir de 2025T2, elle atteint 0,586 milliard, environ 291 % de plus. Ces chiffres décrivent un changement de régime important, et l'on serait tenté d'y voir la mesure de ce que le GTA rapporte à l'État. Ce n'est pas leur statut ici : comme indiqué à la section 2.2, la variable n'isole pas les recettes du GTA, et les trimestres d'avant sont eux-mêmes volatils, tandis que la hausse qui suit ne se concentre pas sur un seul trimestre. Le chiffre de 258–291 % doit donc être retenu pour ce qu'il est — la mesure d'un déplacement de régime budgétaire coïncidant avec l'entrée en production du GTA — et non comme une estimation de l'effet causal du projet sur les recettes de l'État.

3.3. Résultats de l'ITS : l'absence de significativité comme résultat, non comme preuve

Dans le modèle A, rupture à 2025T1, la tendance antérieure est proche de zéro ($b_1 = -0,028$; $t = -0,36$), le changement de niveau à la rupture est positif mais non significatif ($b_2 = +0,221$; $t = 0,90$), et le changement de pente après la rupture est positif ($b_3 = 0,122$; $t = 1,40$), avec $R^2 = 0,745$. Dans le modèle B, rupture à 2025T2, on obtient $b_1 = 0,014$ ($t = 0,25$), $b_2 = +0,184$ ($t = 0,78$) et $b_3 = 0,077$ ($t = 0,95$), avec $R^2 = 0,720$ (Tableaux N°4 et N°5).

Tableau N°4 : Résultats ITS — Modèle A (rupture 2025T1)

Coefficient	Estimation	Erreur-type	IC 95 %	Statistique t
a (constante)	0,080	0,211	[-0,436 ; 0,596]	0,38
b1 (pente pré-rupture)	-0,028	0,077	[-0,216 ; 0,160]	-0,36
b2 (changement de niveau)	0,221	0,245	[-0,378 ; 0,820]	0,90
b3 (changement de pente)	0,122	0,087	[-0,091 ; 0,335]	1,40

Source : Auteur.

Tableau N°5 : Résultats ITS — Modèle B (rupture 2025T2)

Coefficient	Estimation	Erreur-type	IC 95 %	Statistique t
a (constante)	0,220	0,189	[-0,243 ; 0,683]	1,16
b1 (pente pré-rupture)	0,014	0,057	[-0,125 ; 0,153]	0,25
b2 (changement de niveau)	0,184	0,235	[-0,391 ; 0,759]	0,78
b3 (changement de pente)	0,077	0,081	[-0,121 ; 0,275]	0,95

Source : Auteur.

Aucun coefficient n'atteint la significativité aux seuils classiques, et les intervalles de confiance restent larges. Il faut lire ce résultat avec une prudence méthodologique explicite : l'ITS ne démontre ni saut budgétaire immédiat, ni changement fiable de tendance associé à l'entrée en production. Et il faut préciser ce que cette absence de significativité ne permet pas de conclure : elle ne constitue pas, en elle-même, une preuve en faveur de l'hypothèse d'un décalage entre production et reconnaissance budgétaire. Avec seulement dix observations et six degrés de liberté, cette non-significativité peut tout aussi bien résulter d'un simple manque de puissance statistique que d'un processus réellement médié dans le temps ; les données actuelles ne permettent pas de trancher entre les deux. Ce que montre l'ITS, plus modestement, c'est que l'échantillon disponible ne suffit pas à établir statistiquement un changement immédiat et stable du niveau ou de la tendance des recettes au moment de l'entrée en production du GTA.

L'élément le plus direct en faveur des indices descriptifs compatibles avec un décalage entre production et reconnaissance budgétaire n'est donc pas l'absence de signal dans l'ITS, mais le fait, établi à la section 3.1, qu'au trimestre où la production atteint son maximum, les recettes non fiscales reculent au lieu d'augmenter. C'est cette observation ponctuelle — lue directement dans les données, et non inférée d'un test statistique — qui constitue l'indication la plus solide que production et reconnaissance budgétaire ne coïncident pas nécessairement au même trimestre. Les trajectoires ajustées par l'ITS ne reproduisent d'ailleurs pas cette oscillation trimestrielle, en particulier le saut de 2025T4 suivi du recul de 2026T1 — ce qui montre surtout les limites d'un modèle linéaire par morceaux face à une dynamique aussi irrégulière, sans qu'il faille pour autant y voir une confirmation supplémentaire de l'hypothèse étudiée.

3.4. Dates de rupture et robustesse

Le modèle A ajuste un peu mieux les données et donne un changement de pente plus marqué, mais l'écart reste trop faible pour désigner le premier gaz comme l'unique point de rupture budgétaire. Le résultat le plus robuste se trouve ailleurs : dans les deux modèles, l'essentiel de la variation ajustée se loge dans la pente plutôt que dans un saut instantané du niveau. Cette convergence, indépendante de la date de rupture choisie, est le résultat le plus solide — à défaut d'être significatif — que produit l'ITS. Elle reste toutefois purement descriptive, puisque les coefficients de pente eux-mêmes ne sont pas significatifs, et ne permet donc pas d'établir que la reconnaissance budgétaire soit effectivement médiée par des étapes institutionnelles successives plutôt que déclenchée mécaniquement par la production ; elle est, au mieux, compatible avec cette lecture, sans la démontrer. L'ITS n'est pas ré-estimé sur les recettes totales des hydrocarbures, en raison de la rupture de comparabilité comptable survenue en 2026.

3.5. Production et recettes non fiscales : une corrélation qui expose ses propres limites

Sur 2025T1–2026T2, une corrélation de Pearson entre production du GTA et recettes hydrocarbures non fiscales est rapportée ici à titre purement complémentaire, sans valeur inférentielle : elle atteint environ $r = 0,75$, mais elle repose sur six observations seulement et ne doit pas être surinterprétée. Plutôt que la mesure d'une relation stable, il faut y voir une description fragile d'un mouvement d'ensemble, aussitôt contredite par le point le plus récent de l'échantillon : la production atteint 17 000 boepd en 2026T1, précisément quand les recettes reculent de 0,93 à 0,59 milliard de MRU. Cette contradiction locale, à l'intérieur même de la période sur laquelle porte la corrélation, en dit plus que le coefficient lui-même : elle montre concrètement pourquoi la production ne peut servir de substitut fiable, trimestre par trimestre, aux recettes réellement enregistrées — et pourquoi une corrélation agrégée sur six points peut masquer une divergence ponctuelle observée à un trimestre donné.

3.6. Le choc pétrolier externe de 2026 : un facteur concurrent, pas une explication du décalage

Le Brent est passé d'environ 63,2 dollars en 2025T4 à 77,80 en 2026T1 puis 97,05 en T2. Ce choc coïncide avec le pic de production du GTA et avec le recul des recettes non fiscales après le sommet de 2025T4. Le simple calendrier ne prouve pas que le Brent soit à l'origine de ce recul — un baril plus cher tendrait plutôt, toutes choses égales par ailleurs, à soutenir qu'à réduire les recettes liées aux hydrocarbures —, mais il interdit de lire 2026 à travers le seul prisme du GTA, et confirme qu'il faut traiter les deux derniers trimestres avec une prudence particulière. Le Fonds Monétaire International (2026b) identifie des canaux concurrents via les coûts du carburant et du gaz, les subventions, l'inflation et le déficit primaire non extractif, sans que l'échantillon permette d'en démêler précisément les poids respectifs.

3.7. Discussion : nommer le décalage plutôt que le résoudre

L'ensemble des résultats appelle une lecture précise, qui distingue ce qui est statistiquement établi de ce qui ne l'est pas. Le démarrage et la montée en puissance du GTA coïncident avec un changement descriptif important du régime des recettes hydrocarbures non fiscales par rapport à 2024. La non-significativité des coefficients de l'ITS et la fragilité de la corrélation calculée sur six observations ne suffisent cependant pas, à elles seules, à établir l'existence d'un décalage entre production et reconnaissance budgétaire : elles indiquent seulement que l'échantillon actuel est trop court pour trancher entre une transmission immédiate et un processus médié dans le temps. L'indication la plus directe d'un tel décalage, dans l'épisode observé, vient d'un fait descriptif directement lu dans les données : au trimestre où la production

du GTA atteint son maximum, en 2026T1, les recettes non fiscales reculent plutôt qu'elles n'augmentent. Cette observation ponctuelle ne permet pas d'identifier causalement la contribution du GTA aux finances publiques, mais elle montre que, sur la période étudiée, la production physique et l'enregistrement des recettes ne suivent pas nécessairement le même calendrier.

Ce décalage est économiquement plausible. Les recettes des hydrocarbures transitent par des dispositifs institutionnels et comptables qui ne suivent pas nécessairement le calendrier de production : le FNRH peut dissocier le moment de la réception de son apparition dans l'exécution budgétaire, les règlements contractuels et les redevances peuvent être groupés plutôt que reconnus en continu, et le cadre de classification lui-même a évolué en 2026. Le modèle des trois filtres offre un vocabulaire pour désigner ces canaux — filtre institutionnel, filtre budgétaire —, sans que les données actuelles permettent d'en peser le poids respectif. L'article ne prétend donc pas identifier le mécanisme précis à l'origine de cette divergence ; il met en évidence, dans l'épisode observé, des indices descriptifs compatibles avec un tel décalage entre production et reconnaissance budgétaire, qui méritent d'être étudiés pour eux-mêmes.

Conclusion et prolongements de recherche

Principal résultat

Cet article construit un panel budgétaire trimestriel pour la Mauritanie sur 2024T1–2026T2 et le relie à la montée en puissance opérationnelle du GTA. Résultat central : au trimestre où la production du GTA atteint son maximum — 17 000 boepd en 2026T1 —, les recettes hydrocarbures non fiscales reculent de 0,93 à 0,59 milliard de MRU. Ce fait observé, et non inféré statistiquement, constitue l'indice descriptif le plus direct que production et reconnaissance budgétaire puissent ne pas suivre le même calendrier. Le déplacement de régime descriptif observé après l'entrée en production (258 à 291 % au-dessus de la moyenne 2024) ne s'accompagne d'aucun changement statistiquement significatif dans les deux modèles ITS estimés, ce qui rappelle les limites d'un échantillon encore très court.

Implications pour le modèle des trois filtres

L'idée centrale du modèle des trois filtres — qu'un choc de ressources n'importe pas seulement par son ampleur physique, mais par les institutions et les canaux qu'il traverse — trouve dans le cas mauritanien une illustration directe plutôt qu'un test formel. La production a augmenté rapidement selon un calendrier connu avec précision, tandis que les recettes ont évolué de façon bien plus inégale, jusqu'à aller en sens inverse au trimestre même du pic de production. Cette

configuration est compatible avec l'hypothèse selon laquelle des mécanismes institutionnels et budgétaires interviennent entre le choc physique et son enregistrement, sans que les données disponibles permettent de les identifier directement. La méthode elle-même — combiner données de projet à haute fréquence et données de trésorerie infra-annuelles — est transposable au-delà de la Mauritanie, pour les nouveaux producteurs entrant sur le marché via un projet dominant unique.

Limites et agenda de recherche

Les résultats doivent être lus comme des indices descriptifs compatibles avec un décalage entre production et reconnaissance budgétaire, non comme une évaluation causale de l'effet du GTA sur les finances publiques. Quatre pistes permettraient de préciser ce constat : étendre l'échantillon au-delà de 2026T2 ; intégrer les réserves internationales et le compte courant trimestriel ; modéliser explicitement le Brent une fois l'échantillon suffisamment allongé, pour mieux isoler la part attribuable au GTA de celle attribuable aux prix mondiaux ; et séparer les flux du FNRH des autres recettes non fiscales dès que la comptabilité le permettra — ce qui transformerait la description actuelle en un test direct des canaux institutionnels évoqués à la section 3.7.

Avec un échantillon plus long, des modèles ARDL ou de rupture structurelle multivariés permettront d'identifier plus formellement ces canaux. Pour l'heure, l'ITS exploratoire reste l'outil le plus transparent pour en donner une première mise en évidence descriptive : un projet de ressources peut étendre rapidement sa production physique sans que cela se traduise par un signal budgétaire aussi rapide ni régulier — et ce décalage constitue en lui-même un objet d'étude pour la littérature sur la gestion des ressources naturelles.

Informations complémentaires

Contributions de l'auteur

Conceptualisation, méthodologie, analyse formelle, investigation, curation des données, rédaction — préparation du brouillon original, rédaction — révision et édition, visualisation : Mohamed Taleb Sidi. L'auteur a lu et approuvé la version finale du manuscrit.

Financement

Cette recherche n'a bénéficié d'aucun financement externe.

Déclaration du comité d'éthique institutionnel

Non applicable. L'étude n'a impliqué ni êtres humains ni animaux.

Déclaration de consentement éclairé

Non applicable. L'étude n'a impliqué aucun participant humain.

Disponibilité des données

Le panel trimestriel a été construit à partir des sources publiques mentionnées à la section 2.1 et dans la bibliographie : Kosmos Energy ; FMI 25/170, 26/27, 26/158 ; ROFE/TOFE ; prix des matières premières via FRED. Le panel et les notes de réconciliation sont fournis en matériel complémentaire : Fichier S1 : Quarterly_Panel.xlsx.

Conflits d'intérêts

L'auteur déclare l'absence de tout conflit d'intérêts.

Références bibliographiques

- Auty, R.M. (1993). *Sustaining Development in Mineral Economies: The Resource Curse Thesis*. Routledge : Londres, Royaume-Uni.
- Badeeb, R.A., Lean, H.H. & Clark, J. (2017). The evolution of the natural resource curse thesis: A critical literature survey. *Resource Policy*, 51, 123–134.
- Bauer, A., Toledano, P. & Rietveld, M. (2014). *Managing the Public Trust: How to Make Natural Resource Funds Work for Citizens*. Natural Resource Governance Institute and Columbia Center on Sustainable Investment : New York, NY, USA.
- Baunsgaard, T., Villafuerte, M., Poplawski-Ribeiro, M. & Richmond, C.J. (2012). *Fiscal Frameworks for Resource Rich Developing Countries*. IMF Staff Discussion Note SDN/12/04. Fonds Monétaire International : Washington, DC, USA.
<https://doi.org/10.5089/9781475510065.006>.
- Bova, E., Medas, P. & Poghosyan, T. (2018). Macroeconomic Stability in Resource-rich Countries: The Role of Fiscal Policy. *Journal of Banking and Financial Economics*, 1(9), 103–122. <https://doi.org/10.7172/2353-6845.jbfe.2018.1.5>.
- Collier, P. & Goderis, B. (2012). Commodity prices and growth: An empirical investigation. *European Economic Review*, 56, 1241–1260.
- Corden, W.M. & Neary, J.P. (1982). Booming sector and de-industrialisation in a small open economy. *Economic Journal*, 92, 825–848.
- Cust, J. & Poelhekke, S. (2015). The local economic impacts of natural resource extraction. *Annual Review of Resource Economics*, 7, 251–268.
- Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), République Islamique de Mauritanie (2024). *Rapport sur les Opérations Financières de l'État (ROFE)*, Année 2024. <https://tresor.mr> (consulté le 12 août 2026).

Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), République Islamique de Mauritanie (2025). Rapport sur les Opérations Financières de l'État (ROFE), Année 2025. <https://tresor.mr> (consulté le 12 août 2026).

Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), République Islamique de Mauritanie (2026). Rapport sur les Opérations Financières de l'État (ROFE), 1er Semestre 2026. <https://tresor.mr> (consulté le 12 août 2026).

Fonds Monétaire International (2025). Islamic Republic of Mauritania: Fourth Reviews Under the Extended Credit Facility and Extended Fund Facility Arrangements. IMF Country Report No. 25/170. FMI : Washington, DC, USA.

Fonds Monétaire International (2026a). Islamic Republic of Mauritania: Fifth Reviews Under the Extended Credit Facility and Extended Fund Facility Arrangements. IMF Country Report No. 26/27. FMI : Washington, DC, USA.

Fonds Monétaire International (2026b). Islamic Republic of Mauritania: Requests for an Extended Arrangement Under the Extended Fund Facility and Arrangement Under the Extended Credit Facility. IMF Country Report No. 26/158. FMI : Washington, DC, USA.

Fonds Monétaire International (2026c). Primary Commodity Prices Database (Global Price of Brent Crude, POILBREUSD/POILBREUSDQ). Federal Reserve Bank of St. Louis, FRED. <https://fred.stlouisfed.org/series/POILBREUSD> et <https://fred.stlouisfed.org/series/POILBREUSDQ> (consulté le 12 août 2026).

Frankel, J.A. (2012). The natural resource curse: A survey of diagnoses and some prescriptions. In Commodity Price Volatility and Inclusive Growth in Low-Income Countries ; Arezki, R., Pattillo, C.A., Quintyn, M. & Zhu, M., Éd. ; Fonds Monétaire International : Washington, DC, USA.

Kosmos Energy Ltd. (2025a). Kosmos Energy Announces First Quarter 2025 Results. Communiqué de presse, 6 mai 2025. <https://investors.kosmosenergy.com/news-releases/news-release-details/kosmos-energy-announces-first-quarter-2025-results> (consulté le 12 août 2026).

Kosmos Energy Ltd. (2025b). Kosmos Energy Announces Second Quarter 2025 Results. Communiqué de presse, 4 août 2025. <https://investors.kosmosenergy.com/news-releases/news-release-details/kosmos-energy-announces-second-quarter-2025-results> (consulté le 12 août 2026).

Kosmos Energy Ltd. (2025c). Kosmos Energy Announces Third Quarter 2025 Results. Communiqué de presse, 3 novembre 2025. <https://investors.kosmosenergy.com/news->

releases/news-release-details/kosmos-energy-announces-third-quarter-2025-results (consulté le 12 août 2026).

Kosmos Energy Ltd. (2026a). Kosmos Energy Announces Fourth Quarter And Full Year 2025 Results. Communiqué de presse, 2 mars 2026. <https://investors.kosmosenergy.com/news-releases/news-release-details/kosmos-energy-announces-fourth-quarter-and-full-year-2025> (consulté le 12 août 2026).

Kosmos Energy Ltd. (2026b). Kosmos Energy Announces First Quarter 2026 Results. Communiqué de presse, 5 mai 2026. <https://investors.kosmosenergy.com/news-releases/news-release-details/kosmos-energy-announces-first-quarter-2026-results> (consulté le 12 août 2026).

Kosmos Energy Ltd. (2026c). Kosmos Energy Announces Second Quarter 2026 Results. Communiqué de presse, 3 août 2026. <https://investors.kosmosenergy.com/news-releases/news-release-details/kosmos-energy-ltd-second-quarter-results-2> (consulté le 12 août 2026).

Mehlum, H., Moene, K. & Torvik, R. (2006). Institutions and the resource curse. *Economic Journal*, 116, 1–20.

Sachs, J.D. & Warner, A.M. (2001). The curse of natural resources. *European Economic Review*, 45(4-6), 827–838. [https://doi.org/10.1016/S0014-2921\(01\)00125-8](https://doi.org/10.1016/S0014-2921(01)00125-8).

van der Ploeg, F. (2011). Natural resources: Curse or blessing? *Journal of Economic Literature*, 49, 366–420.

van der Ploeg, F. & Poelhekke, S. (2009). Volatility and the natural resource curse. *Oxford Economic Papers*, 61, 727–760.

Venables, A.J. (2016). Using natural resources for development: Why has it proven so difficult? *Journal of Economic Perspectives*, 30, 161–184.